



BOLETIM OFICIAL

ÍNDICE

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA:

Rectificação:

Ao Decreto-Presidencial n° 11/2012, que condecora com a Primeira Classe da Medalha de Mérito o Senhor Josep Coll, Embaixador Extraordinário e Plenipotenciário da União Europeia na República de Cabo Verde..... 1064

ASSEMBLEIA NACIONAL:

Resolução n° 59/VIII/2012:

Aprova, para ratificação, a Convenção para a Cooperação em matéria de Protecção e Desenvolvimento do Meio Marítimo e Litoral da Região da África Ocidental e Central e Protocolo de 1981.. 1064

Resolução n° 60/VIII/2012:

Reconhece a qualidade de beneficiário dos direitos referidos nas alíneas a) a g) do número 1 do artigo 6° de Lei n° 82/VI/2005, de 12 de Setembro, a alguns cidadãos..... 1081

Resolução n°41/VIII/2012:

Deferir o pedido de suspensão temporária de mandato do Deputado Estevão Barros Rodrigues..... 1082

Resolução n° 42/VIII/2012:

Deferir o pedido de suspensão temporária de mandato do Deputado José Maria Fernandes da Veiga.... 1082

Despacho substituição n° 47/VIII/2012:

Substituindo o Deputado Estevão Barros Rodrigues por Ivete Helena Ramos Delgado Silves Ferreira.....1082

Despacho substituição n° 48/VIII/2012:

Substituindo o Deputado José Maria Fernandes da Veiga por Carlos Tavares Rodrigues..... 1082

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA

Gabinete do Presidente

Rectificação

Por ter saído de forma inexacta o artigo primeiro do Decreto-Presidencial nº 11/2012, cujo texto foi publicado no *Boletim Oficial* I Série n.º 48, de 16 de Agosto de 2012, rectifica-se:

Onde se lê:

“(…) Joseph Coll.”

Deve ler-se:

“(…) Josep Coll.”

Palácio da Presidência da República, na Praia, aos 17 de Agosto de 2012. – Directora de Gabinete, *Tania Romualdo*.

o

ASSEMBLEIA NACIONAL

Resolução n.º 59/VIII/2012

de 21 de Agosto

Por mandato do povo, a Assembleia Nacional decreta, nos termos da alínea b) do artigo 179º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º

Aprovação

É aprovada, para ratificação, a Convenção para a Cooperação em Matéria de Protecção e Desenvolvimento do Meio Marítimo e Litoral da Região da África Ocidental e Central e Protocolo (1981), cujos textos, na versão autêntica na língua francesa, bem como a respectiva tradução para a língua portuguesa, se publicam em anexo e fazem parte integrante da presente Resolução.

Artigo 2.º

Produção de efeitos

A Convenção referida no artigo anterior produz efeitos em conformidade com o que nela se estipula.

Artigo 3.º

Entrada em vigor

A presente Resolução entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação.

Aprovada em 25 de Julho de 2012.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Basílio Mosso Ramos*

Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l’Afrique de l’Ouest et du Centre

Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique

Introduction à la convention d’Abidjan et au protocole y relatif

1. Conformément à la résolution 2997 (XXVII) de l’Assemblée générale des Nations Unies, le PNUE a été créé pour centraliser «l’action en matière d’environnement» et réaliser (la coordination dans ce domaine entre les organismes des Nations Unies». Telle que le Conseil d’administration du PNUE l’a définie, celle action en matière d’environnement est fondée sur une approche générale et transsectorielle des problèmes d’environnement qui doit s’appliquer non seulement aux conséquences de la dégradation de l’environnement mais aussi à ses causes.

2. Parmi les domaines prioritaires dans lesquels il faut agir, le Conseil d’administration du PNUE a désigné les (océans». Afin d’aborder dans leur ensemble les problèmes d’environnement complexes qui se posent à propos des océans, le Conseil d’administration a adopté une approche régionale dont le Programme pour les mers régionales est l’illustration.

3. Bien que les problèmes d’environnement des océans soient de nature universelle, une approche régionale pour les résoudre a été adoptée dans le Plan d’action de Stockholm et ensuite par des décisions du Conseil d’administration. Cette méthode concentre ses efforts sur des problèmes particuliers auxquels les Etats d’une région donnée accordent un rang de priorité élevé; ainsi, il pourrait répondre plus promptement aux besoins des gouvernements et les aider à mobiliser plus pleinement leurs ressources. Le PNUE a pensé qu’en entreprenant, sur une base régionale, des activités qui présentent un intérêt commun pour les Etats côtiers on obtiendrait finalement les éléments de base nécessaires pour régler efficacement les problèmes d’environnement qui concernent l’ensemble des océans.

4. Deux éléments sont fondamentaux pour le Programme pour les mers régionales du PNUE:

- a) La coopération entre les gouvernements de la région. Comme tout programme régional est destiné à servir les intérêts des Etats de la région, le PNUE invite les gouvernements à participer dès le début à son élaboration, à son adoption et à la mise au point de ses principes. Ce programme, qui est fondé sur un plan d’action régional officiellement adopté par les gouvernements des pays de la région, est exécuté essentiellement par leurs institutions. Des réunions intergouvernementales sont organisées périodiquement pour faire le point des progrès accomplis dans l’exécution du plan de travail arrêté et y apporter les ajustements nécessaires afin de répondre aux vœux des gouvernements.

b) La coordination des activités techniques par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies et des autres organisations intergouvernementales compétentes aux niveaux international et régional. Bien que les programmes régionaux soient surtout mis en œuvre par des institutions désignées par les gouvernements, il est fait appel à un grand nombre d'organismes spécialisés des Nations Unies pour qu'ils fournissent une aide à ces institutions. Le PNUE sert de coordonnateur général, bien que dans certains cas ce rôle se limite à la phase initiale des activités. On peut donc dire que l'appui et l'expérience de tous les organismes des Nations Unies contribuent au succès du programme.

5. Les caractéristiques fondamentales de tout programme régional sont exposées dans un «plan d'action» détaillé que les gouvernements adoptent formellement avant que le programme devienne opérationnel. Même si les activités particulières à une région varient en fonction des besoins et priorités de cette région, tous les plans d'action sont structurés de la même façon et comprennent les éléments ci-après:

a) Un élément «évaluation». - Il s'agit de déterminer et d'évaluer les causes, l'ampleur et les conséquences des problèmes d'environnement. Les activités les plus importantes concernent l'évaluation de la pollution marine et l'étude des activités côtières et maritimes et des facteurs socioéconomiques qui peuvent influencer sur la dégradation de l'environnement ou en subir l'influence.

b) Un élément «gestion». - L'évaluation de la situation de l'environnement a pour objet de recueillir les éléments qui aideront les responsables nationaux à gérer leurs ressources naturelles de façon plus efficace et efficiente. C'est pourquoi chaque programme régional comprend de nombreuses activités qui relèvent de la gestion de l'environnement. Il peut s'agir de projets régionaux de coopération pour la mise en valeur et la gestion des zones côtières, la formation aux études d'impact sur l'environnement, la gestion des lagunes côtières, des estuaires et des écosystèmes des mangroves, l'élimination rationnelle des déchets industriels, agricoles et domestiques, la formulation de plans d'intervention en cas de pollution critique, etc.

c) Un élément juridique. - Une convention régionale juridiquement obligatoire, complétée par des protocoles techniques précis, peut fournir le cadre juridique de toute action de coopération, nationale ou régionale. En prenant des engagements de caractère juridique, les gouvernements expriment clairement leur volonté politique de faire face, individuellement et conjointement, aux problèmes d'environnement qu'ils ont en commun.

d) Un élément institutionnel. - Comme le programme est exécuté essentiellement par l'intermédiaire d'institutions nationales désignées, le PNUE fournit, lorsque cela est nécessaire, une aide et assure une formation afin de permettre à ces institutions de participer pleinement au programme. Le cas échéant, on utilise les mécanismes mondiaux ou régionaux de coordination. Cependant, des mécanismes régionaux spéciaux peuvent être créés lorsque les gouvernements le jugent nécessaire.

e) Un élément financier. - Le PNUE, ainsi que d'autres organismes des Nations Unies, fournit un «capital de lancement» ou une aide financière qui a un effet de catalyseur au stade de l'élaboration des programmes régionaux. Toutefois, au fur et à mesure qu'un programme est mis en œuvre, on s'attend que les gouvernements de la région en assument peu à peu la responsabilité financière. Les gouvernements peuvent assurer ce financement, soit directement par l'intermédiaire des institutions nationales participant au programme, soit dans le cadre d'un fonds d'affectation spéciale régional auquel ils versent des contributions.

6. Il ne faut pas perdre de vue le fait que tous les éléments d'un programme régional sont interdépendants. Les activités d'évaluation permettent de cerner les problèmes qui exigent une attention prioritaire dans la région. Les accords juridiques renforcent la coopération entre les Etats dans la recherche d'une solution aux problèmes identifiés. Ils sont en outre un instrument important qui permet aux organes de décision de prendre des mesures de réglementation au niveau national. Les mesures de gestion grâce auxquelles les pouvoirs publics viennent à bout des problèmes d'environnement et évitent que n'en surgissent d'autres permettent aux Etats de s'acquitter de leurs obligations conventionnelles. Enfin, la coordination des activités d'évaluation fournit aux gouvernements les éléments d'information scientifique qui leur permettent de juger de l'efficacité des accords juridiques et des politiques de gestion.

7. Il existe actuellement dix zones maritimes régionales pour lesquelles des plans d'action ont déjà été adoptés ou sont à l'étude: la Méditerranée (février 1975); la région du Plan d'action de Koweït (avril 1978); la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (mars 1981); la région des Caraïbes au sens large (avril 1981); la région des mers de l'Asie de l'Est (avril 1981); le sud-est du Pacifique (novembre 1981); la mer Rouge et le golfe d'Aden (adoption prévue au début de 1982); la région du sud-ouest du Pacifique (adoption prévue au début de 1982); la région de l'Afrique de l'Est (à l'étude, adoption prévue en 1983); et le sud-ouest de l'Atlantique (à l'étude, adoption prévue en 1983).

8. On trouvera ici le texte des deux accords juridiques qui ont été adoptés pour protéger et mettre en valeur le milieu marin et les zones côtières de la région de l'Afrique

de l'Ouest et du Centre. En examinant ces accords, il convient d'avoir présente à l'esprit l'ampleur des activités d'évaluation et de gestion de l'environnement visant à soutenir et à concrétiser les engagements juridiques des Etats.

9. Après quatre années de travaux préparatoires, le PNUE a réuni à Abidjan, du 16 au 23 mars 1981, une Conférence de plénipotentiaires sur la coopération en matière de protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. La Conférence a adopté un plan d'action pour la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi que deux instruments juridiques:

9.1 La Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre;

9.2 Le Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique.

10. Depuis le 1^{er} octobre 1981, ces accords juridiques ont été signés par 12 Etats côtiers de la région. Le Gouvernement de la Côte d'Ivoire a été désigné comme dépositaire de la Convention et du Protocole. Le PNUE a été chargé d'assurer le secrétariat de la Convention et du Protocole. Une liste des Etats signataires figure à l'appendice.

11. La Convention d'Abidjan est un accord-cadre, de caractère général, qui a trait à la protection et à la gestion des zones côtières et du milieu marin. Elle énumère les sources de pollution qui doivent être maîtrisées: pollution par les navires, pollution due aux opérations d'immersion, pollution tellurique, pollution résultant d'activités liées à l'exploration et à l'exploitation du fond de la mer et pollution d'origine atmosphérique et transatmosphérique. Elle définit également les aspects de la gestion de l'environnement qui appellent des efforts de coopération: érosion côtière, zones spécialement protégées, lutte contre la pollution en cas de situation critique, et évaluation de l'impact sur l'environnement. La Convention comporte également des articles sur la coopération scientifique et technique, la responsabilité et la réparation des dommages.

12. En ratifiant un protocole, les Etats s'engagent plus particulièrement à maîtriser les pollutions diffuses ou à coopérer d'une manière ou d'une autre à la gestion de l'environnement. Les Etats de l'ouest et du centre de l'Afrique ont estimé que la Convention d'Abidjan était trop générale et n'offrait pas, à elle seule, une protection suffisante. Aucun Etat ne peut devenir Partie contractante sans devenir aussi Partie à l'un au moins des protocoles.

13. Cette formule souple répond aux besoins de la région. Il est clair que s'ils ont la même perception d'un problème régional commun, les Etats côtiers de l'ouest et du centre de l'Afrique sont économiquement et politiquement hétérogènes. En adoptant une convention-cadre et des protocoles «facultatifs», les Etats peuvent accepter

l'obligation juridique générale de coopérer pour protéger leurs ressources communes, et assumer progressivement des devoirs plus spécifiques à mesure que leur climat politique, social et économique le leur permet.

14. L'adoption des instruments juridiques régionaux par les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre a été facilitée par les nombreux examens, enquêtes et études techniques organisés par le PNUE avec le concours de l'ONU, de l'ONUDI, de la FAO, de l'UNESCO, de la COI, de l'OMS, de l'OMCI et d'autres organisations.

CONVENTION RELATIVE À LA COOPERATION EN MATIERE DE PROTECTION ET DE MISE EN VALEUR DU MILIEU MARIN ET DES ZONES COTIERES DE LA REGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Les Parties Contractantes,

Conscientes de la valeur que le milieu marin et les zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre présentent du point de vue économique et social et du point de vue de la santé,

Pleinement conscientes du devoir qui leur incombe de préserver leur patrimoine naturel dans l'intérêt des générations présentes et futures,

Reconnaissant la menace que la pollution et le fait que l'environnement ne soit pas pris en compte dans le processus de développement font peser sur le milieu marin et les zones côtières, leur équilibre écologique, leurs ressources et leurs utilisations légitimes,

Apprécient pleinement la nécessité devant laquelle elles se trouvent de coopérer afin de pouvoir maintenir, grâce à une approche coordonnée et globale, un rythme de développement soutenu sans nuire à l'environnement,

Apprécient aussi pleinement nécessité d'adopter, du fait du manque de renseignements scientifiques sur la pollution des mers dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, un programme de recherche, de surveillance et d'évaluation soigneusement planifié,

Notant qu'en dépit des progrès réalisés, les conventions internationales relatives à la pollution des mers ne couvrent pas toutes les sources de pollution des mers ni tous les aspects de cette pollution et ne répondent pas pleinement aux besoins particuliers de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Champ d'application géographique

La présente Convention s'applique au milieu marin, aux zones côtières et aux eaux intérieures connexes relevant de la juridiction des Etats de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, de la Mauritanie à la Namibie comprise, qui sont devenus Parties contractantes à la présente Convention dans les conditions prévues à l'article 27 et au paragraphe 1 de l'article 28 (la zone correspondante étant appelée ci-après «zone d'application de la Convention»)

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente Convention:

1. Par «pollution», il faut entendre l'introduction directe ou indirecte, par l'homme, de substances ou d'énergie dans le milieu marin, les zones côtières et eaux intérieures connexes, lorsqu'elle a des effets nuisibles tels que dommages aux ressources biologiques, risques pour la santé de l'homme, entraves aux activités maritimes, y compris la pêche, altération de la qualité de l'eau de mer du point de vue de son utilisation et dégradation des valeurs d'agrément.

1. Par «Organisation», il faut entendre l'organisme désigné pour assurer le secrétariat de la Convention et des protocoles y relatifs, conformément à l'article 16 de la présente Convention.

Article 3

Dispositions générales

1. Les Parties contractantes peuvent conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux, y compris des accords régionaux ou sous-régionaux, en vue d'assurer la protection du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, sous réserve que ces accords soient compatibles avec la présente Convention et conformes au droit international. Copie de ces accords sera déposée auprès de l'Organisation et, par son entremise, communiquée à toutes les Parties contractantes.

2. Aucune disposition de la présente Convention ou des protocoles y relatifs ne peut être interprétée comme portant atteinte aux obligations assumées par une Partie contractante en vertu d'accords conclus antérieurement.

3. Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte à la codification ni à l'élaboration du droit de la mer par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer convoquée en application de la résolution 2750C (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, ni aux revendications ou aux positions juridiques présentes ou futures de toute Partie contractante touchant la nature et l'étendue de sa juridiction maritime.

Article 4

Obligations générales

1. Les Parties contractantes, agissant individuellement ou conjointement, selon le cas, prennent toutes les mesures appropriées, conformément aux dispositions de la présente Convention et de ses protocoles en vigueur auxquels elles sont parties, pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution dans la zone d'application de la Convention et pour assurer une gestion rationnelle des ressources naturelles du point de vue de l'environnement, en utilisant à cette fin les meilleurs moyens dont elles disposent, compte tenu de leurs possibilités.

2. Les Parties contractantes coopèrent en vue d'élaborer et d'adopter, outre le Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique ouvert à la signature en même temps que

la présente Convention, d'autres protocoles prescrivant des mesures, des procédures et des normes convenues en vue de prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution, quelle qu'en soit la Source, ou de promouvoir la gestion de l'environnement, conformément aux objectifs de la présente Convention.

3. Au niveau national, les Parties contractantes adoptent des lois et règlements garantissant la bonne exécution des obligations visées par la présente Convention et s'efforcent d'harmoniser leurs politiques nationales dans ce domaine.

4. Les Parties contractantes coopèrent avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes en vue d'élaborer et d'adopter des pratiques, des procédures et des mesures recommandées pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution, quelle qu'en soit la source, conformément aux objectifs de la présente Convention et des protocoles y relatifs, et en vue de s'aider mutuellement à s'acquitter de leurs obligations en vertu de la Convention et des protocoles y relatifs.

5. En prenant des mesures pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution dans la zone d'application de la Convention ou promouvoir la gestion de l'environnement, les Parties contractantes agissent de manière à ne pas transférer, directement ou indirectement, le préjudice ou les risques d'une zone dans une autre ou à ne pas remplacer un type de pollution par un autre.

Article 5

Pollution par les navires

Les Parties contractantes prennent toutes les mesures appropriées, conformément au droit international, pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser dans la zone d'application de la Convention la pollution causée par les rejets normaux ou accidentels des navires, et assurent l'application effective, dans ladite zone, des règles et normes généralement admises au niveau international en matière de lutte contre ce type de pollution.

Article 6

Pollution due aux opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs

Les Parties contractantes prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution de la zone d'application de la Convention causée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et les aéronefs, et assurent l'application effective, dans ladite zone, des règles et normes généralement admises au niveau international en matière de lutte contre ce type de pollution.

Article 7

Pollution d'origine tellurique

Les Parties contractantes prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution de la zone d'application de la Convention due aux déversements par les fleuves, les estuaires, les établissements côtiers et les émissaires ou aux opérations d'immersion effectuées sur les côtes, ou émanant de toute autre source située sur leur territoire.

Article 8

Pollution résultant d'activités liées à l'exploration et à l'exploitation du fond de la mer et de son sous-sol

Les Parties contractantes prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution résultant directement ou indirectement d'activités d'exploration et d'exploitation du fond de la mer et de son sous-sol entreprises dans le cadre de leur juridiction, ainsi que d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages relevant de leur juridiction.

Article 9

Pollution d'origine atmosphérique ou transatmosphérique

Les Parties contractantes prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution d'origine atmosphérique ou transatmosphérique dans la zone d'application de la Convention.

Article 10

Érosion côtière

Les Parties contractantes prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser, dans la zone d'application de la Convention, l'érosion côtière due aux activités de l'homme, telles que la récupération des terres et les activités de génie civil sur la côte.

Article 11

Zones spécialement protégées

Les Parties contractantes prennent, individuellement ou conjointement, selon le cas, toutes les mesures appropriées pour protéger et préserver les écosystèmes singuliers ou fragiles ainsi que l'habitat des espèces et autres formes de vie marine appauvries, menacées ou en voie de disparition. A cet effet, les Parties contractantes s'efforcent d'établir des zones protégées, notamment des parcs et des réserves, et d'interdire ou de réglementer toute activité de nature à avoir des effets néfastes sur les espèces, les écosystèmes ou les processus biologiques de ces zones.

Article 12

Coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique

1. Les Parties contractantes coopèrent pour prendre toutes les mesures nécessaires en cas de situation critique génératrice de pollution dans la zone d'application de la Convention, quelle que soit la cause de cette situation critique, et pour réduire ou éliminer les dommages qui en résultent.

2. Toute Partie contractante ayant connaissance d'une situation critique génératrice de pollution dans la zone d'application de la Convention en informe sans délai l'Organisation et, par l'intermédiaire de cette Organisation ou directement, toute autre Partie contractante qui risque d'être touchée par cette situation critique.

Article 13

Évaluation de l'impact sur l'environnement

1. Dans le cadre de leurs politiques de gestion de l'environnement, les Parties contractantes élaborent des directives techniques et autres en vue de faciliter la planification de leurs projets de développement de manière à réduire au maximum l'impact néfaste que ces projets pourraient avoir sur la zone d'application de la Convention.

2. Chaque Partie contractante s'efforce de prévoir, dans le cadre de toute activité de planification entraînant l'exécution de projets sur son territoire, notamment dans les zones côtières, une évaluation de l'impact potentiel de ces projets sur l'environnement qui peut entraîner une pollution importante dans la zone d'application de la Convention ou y provoquer des transformations considérables et néfastes.

3. Les Parties contractantes mettent au point; en consultation avec l'Organisation, des procédures en vue de diffuser des renseignements sur l'évaluation des activités visées au paragraphe 2 du présent article.

Article 14

Coopération scientifique et technique

1. Les Parties contractantes coopèrent, avec l'aide des organisations internationales et régionales compétentes, dans les domaines de la recherche scientifique, de la surveillance et de l'évaluation de la pollution dans la zone d'application de la Convention, et échangent des données et des renseignements scientifiques aux fins de la Convention et des protocoles y relatifs.

2. En outre, les Parties contractantes élaborent et coordonnent des programmes nationaux de recherche et de surveillance pour tous les types de pollution observés dans la zone d'application de la Convention et mettent en place, en collaboration avec les organisations internationales et régionales compétentes, un réseau régional de centres et d'instituts nationaux de recherche, de façon à obtenir des résultats compatibles. Les Parties contractantes s'efforcent de participer à des arrangements internationaux concernant la recherche et la surveillance en matière de pollution dans les zones situées au-delà des limites de leur juridiction nationale.

3. Les Parties contractantes coopèrent, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales ou régionales compétentes, à l'élaboration de programmes d'assistance technique et autre dans des domaines liés à la pollution du milieu marin et à la gestion rationnelle de l'environnement dans la zone d'application de la Convention.

Article 15

Responsabilité et réparation des dommages

Les Parties contractantes coopèrent en vue d'élaborer et d'adopter des règles et des procédures appropriées concernant la détermination des responsabilités et la réparation ou l'indemnisation rapide et adéquate des dommages résultant de la pollution dans la zone d'application de la Convention.

Article 16

Arrangements institutionnels

1. Les Parties contractantes désignent le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour assurer les fonctions de secrétariat ci-après:

- i) Préparer et convoquer les réunions des Parties contractantes et les conférences prévues aux articles 17 et 18;
- ii) Communiquer aux Parties contractantes les notifications, rapports et autres renseignements reçus en conformité des articles 3, 12 et 22;
- iii) Accomplir les fonctions qui lui sont confiées en vertu des protocoles à la présente Convention;
- iv) Examiner les demandes de renseignements et les informations émanant des Parties contractantes et consulter lesdites Parties sur les questions relatives à la présente Convention, à ses protocoles et à ses annexes;
- v) Coordonner l'exécution des activités de coopération convenues aux réunions des Parties contractantes et aux conférences visées à l'article 17;
- vi) Etablir tels arrangements administratifs qui peuvent se révéler nécessaires à l'exécution efficace des fonctions de secrétariat.

2. Chaque Partie contractante désigne une autorité nationale compétente qui est chargée de la coordination des efforts nationaux de mise en œuvre de la présente Convention et des protocoles y relatifs. Ladite autorité nationale sert d'organe de liaison entre la Partie contractante et l'Organisation.

Article 17

Réunions des parties contractantes

1. Les Parties contractantes tiennent une réunion ordinaire tous les deux ans et, chaque fois qu'elles le jugent nécessaire, des réunions extraordinaires à la demande de l'Organisation ou à la demande d'une Partie contractante, appuyée par au moins trois autres Parties contractantes.

2. Les réunions des Parties contractantes ont pour objet de veiller à l'application de la présente Convention et des protocoles y relatifs et, en particulier:

- i) D'étudier les rapports soumis par les Parties contractantes conformément à l'article 22;
- ii) D'adopter, de réviser et d'amender, le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 20, les annexes à la présente Convention et aux protocoles y relatifs;
- iii) De faire des recommandations concernant l'adoption de protocoles additionnels ou d'amendements à la présente Convention ou aux protocoles y relatifs, conformément aux dispositions des articles 18 et 19;

iv) De constituer, le cas échéant, des groupes de travail pour examiner toutes questions en rapport avec la présente Convention ainsi que les protocoles et les annexes y relatifs;

v) De faire le bilan de la pollution dans la zone d'application de la Convention;

vi) D'étudier et d'adopter des décisions concernant les activités de coopération à entreprendre dans le cadre de la présente Convention et des protocoles y relatifs, y compris leurs incidences financières et institutionnelles;

vii) D'étudier et de mettre en œuvre toute mesure supplémentaire requise, le cas échéant, pour atteindre les objectifs de la présente Convention et des protocoles y relatifs.

Article 18

Adoption de protocoles additionnels

1. Les Parties contractantes, au cours d'une conférence de plénipotentiaires, peuvent adopter des protocoles additionnels à la présente Convention, conformément au paragraphe 2 de l'article 4.

2. Une conférence de plénipotentiaires en vue de l'adoption de protocoles additionnels est convoquée par l'Organisation si les deux tiers au moins des Parties contractantes en font la demande.

3. En attendant l'entrée en vigueur de la présente Convention, l'Organisation peut, après avoir consulté les signatures de la présente Convention, convoquer une conférence de plénipotentiaires en vue de l'adoption de protocoles additionnels.

Article 19

Amendements à la convention et aux protocoles

1. Toute Partie contractante à la présente Convention peut proposer des amendements à la Convention ou à l'un quelconque des protocoles. Les textes des projets d'amendements à la présente Convention ou à l'un de ses protocoles sont communiqués aux Parties contractantes par l'Organisation six mois avant qu'ils ne soient soumis à l'examen de la réunion ordinaire des Parties contractantes.

2. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties contractantes et entrent en vigueur douze mois après leur approbation.

Article 20

Annexes et amendements aux annexes

1. Les annexes à la présente Convention ou à l'un quelconque des protocoles font partie intégrante de la Convention ou du protocole.

2. Sauf disposition contraire de l'un quelconque des protocoles, la procédure prévue à l'article 19 s'applique à l'adoption et à l'entrée en vigueur de tout amendement aux annexes de la présente Convention ou de l'un quelconque des protocoles.

3. L'adoption et l'entrée en vigueur d'une nouvelle annexe à la présente Convention ou à l'un quelconque

des protocoles sont soumises aux mêmes procédures que l'adoption et l'entrée en vigueur d'un amendement à une annexe conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article; toutefois, si cela implique un amendement à la Convention ou au protocole visé, la nouvelle annexe n'entre en vigueur qu'après amendement de la Convention ou du protocole.

Article 21

Règlement intérieur et règles financières

1. Les Parties contractantes adoptent un règlement intérieur pour les réunions et conférences visées aux articles 17 et 18 ci-dessus.

2. Les Parties contractantes adoptent des règles financières, préparées en consultation avec l'Organisation, pour déterminer notamment leur participation financière.

Article 22

Rapports

Les Parties contractantes adressent à l'Organisation des rapports sur les mesures adoptées en application de la présente Convention et des protocoles auxquels elles sont parties, la forme et la fréquence de ces rapports étant déterminées lors des réunions des Parties contractantes.

Article 23

Contrôle de l'application

Les Parties contractantes s'engagent à coopérer pour élaborer des procédures leur permettant de veiller à l'application de la présente Convention et des protocoles y relatifs.

Article 24

Règlement des différends

1. Si un différend surgit entre des Parties contractantes à propos de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention ou des protocoles y relatifs, ces Parties s'efforcent, de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Si les Parties concernées ne peuvent régler leur différend par les moyens mentionnés au paragraphe précédent, le différend est soumis à l'arbitrage dans des conditions fixées par les Parties contractantes dans une annexe à la présente Convention.

Article 25

Relation entre la convention et les protocoles

1. Aucun Etat ne peut devenir Partie contractante à la présente Convention s'il ne devient en même temps parti e à un protocole au moins. Aucun Etat ne peut devenir parti e contractante à un protocole s'il n'est pas, ou ne devient pas en même temps, Partie contractante à la présente Convention.

2. Tout protocole à la présente Convention n'engage que les Parties contractantes à ce protocole.

3. Seules les Parties contractantes à un protocole peuvent prendre les décisions relatives audit protocole pour l'application des articles 17, 19 et 20 de la présente Convention.

Article 26

Signature

La présente Convention et le Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique seront ouverts à Abidjan du 23 mars au 22 juin 1981 à la signature des Etats côtiers et insulaires, de la Mauritanie à la Namibie comprise.

Article 27

Ratification, acceptation et approbation

La présente Convention et tout protocole y relatif seront soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de la Côte d'Ivoire, qui assumera les fonctions de Dépositaire.

Article 28

Adhésion

1. A partir du 23 juin 1981, la présente Convention et le Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique seront ouverts à l'adhésion des Etats visés à l'article 26.

2. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention et de tout protocole y relatif, tout Etat africain non visé à l'article 26 pourra y adhérer.

3. La présente Convention et tout protocole y relatif restent également ouverts après leur entrée en vigueur à l'adhésion de tout autre Etat satis réserve d'approbation préalable par les trois quarts des Etats visés à l'article 26 qui sont devenus Parties contractantes.

4. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

Article 29

Entrée en vigueur

1. La présente Convention et le premier des protocoles entrent en vigueur à la même date, conformément aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessous.

2. La Convention et tout protocole entrent en vigueur le sixième jour à compter de la date du dépôt d'au moins six instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de cette Convention et du protocole, ou d'adhésion à ceux-ci par les parties visées à l'article 26.

3. Par la suite, la présente Convention et tout protocole entrent en vigueur à l'égard de tout Etat visé à l'article 26, le sixième jour après le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 30

Dénonciation

1. A tout moment après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, toute Partie contractante pourra dénoncer la Convention en donnant par écrit une notification à cet effet.

2. Sauf disposition contraire de l'un quelconque des protocoles à la présente Convention, toute Partie contrac-

tante pourra, à tout moment après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de ce protocole, dénoncer le protocole en donnant par écrit une notification à cet effet.

3. La dénonciation prendra effet quatre-vingt-dix jours après la date à laquelle elle aura été reçue par le Dépositaire.

4. Toute Partie contractante qui dénonce la présente Convention sera considérée comme ayant également dénoncé tout protocole auquel elle était partie.

5. Toute Partie contractante qui, à la suite de sa dénonciation d'un protocole, n'est plus partie à aucun des protocoles à la présente Convention sera considérée comme ayant également dénoncé la présente Convention.

Article 31

Fonctions ou dépositaire

1. Le Dépositaire notifie aux Parties contractantes, à toute autre partie visée à l'article 26, ainsi qu'à l'Organisation:

- i) La signature de la présente Convention et de tout protocole y relatif et le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, effectués conformément aux dispositions des articles 26, 27 et 28;
- ii) La date à laquelle la Convention et tout protocole entreront en vigueur conformément aux dispositions de l'article 29;
- iii) Les notifications de dénonciation faites conformément aux dispositions de l'article 30;
- iv) Les amendements adoptés en ce qui concerne la Convention et tout protocole, leur acceptation par les Parties contractantes et la date d'entrée en vigueur de ces amendements conformément aux dispositions, de l'article 19;
- v) L'adoption de nouvelles annexes et des amendements à toute annexe conformément aux dispositions de l'article 20.

2. L'original de la présente Convention et de tout protocole y relatif sera déposé auprès du Dépositaire, le Gouvernement de la Côte d'Ivoire, qui en adressera des copies certifiées conformes aux Parties contractantes, à l'Organisation de l'Unité Africaine, à l'Organisation et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement et publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de Quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Abidjan, le vingt-trois mars mil neuf cent quatre-vingt-un, en un seul exemplaire en langues anglaise, espagnole et française, les trois textes faisant également foi.

PROTOCOLE RELATIF A LA COOPERATION EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION EN CAS DE SITUATION CRITIQUE

Article premier

Aux fins du présent Protocole:

1. On entend par «autorité nationale compétente» l'autorité désignée par le gouvernement d'une Partie contractante, conformément au paragraphe 2 de l'article 16 de la Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, et responsable:

- a) De la lutte et des autres opérations engagées en cas de situation critique pour le milieu marin;
- b) De la réception et de la coordination des rapports relatifs à certaines situations critiques pour le milieu marin;
- c) De la coordination des activités relatives aux situations critiques pour le milieu marin en général au sein de son propre gouvernement et avec les autres Parties contractantes.

2. L'expression «situation critique pour le milieu marin» désigne tout incident, événement ou situation, quelle qu'en soit la cause, ayant pour conséquence une pollution importante ou une menace imminente de pollution importante du milieu marin et des zones côtières par des hydrocarbures ou d'autres substances nuisibles, et en particulier les collisions, échouements et autres incidents survenant à des navires, y compris les navires-citernes, les éruptions sur les sites de production pétrolière et la présence d'hydrocarbures ou d'autres substances nuisibles due à des défaillances d'installations industrielles.

3. L'expression «plan d'intervention d'urgence en cas de situation critique pour le milieu marin» désigne un plan, élaboré sur une base nationale, bilatérale ou multilatérale, pour lutter contre la pollution et les autres atteintes au milieu marin et aux zones côtières, ou la menace de situations de ce genre, résultant d'accidents ou d'autres événements imprévus.

4. L'expression «opérations pour faire face aux situations critiques pour le milieu marin» désigne toute activité visant à prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution provoquée par les hydrocarbures ou d'autres substances nuisibles, ou la menace d'une telle pollution à la suite d'une situation critique pour le milieu marin, y compris le nettoyage des nappes de pétrole et la récupération ou le sauvetage de colis, de conteneurs, de citernes mobiles, de camions-citernes ou de wagons-citernes.

5. On entend par «intérêts connexes» les intérêts d'une Partie contractante qui sont directement ou indirectement affectés ou menacés par une situation critique pour le milieu marin, entre autres:

- a) Les activités maritimes, côtières, portuaires ou d'estuaires, y compris les activités de pêches;
- b) L'attrait historique et touristique de la zone considérée;

c) La santé et le bien-être des habitants de la zone touchée, y compris la conservation des ressources vivantes de la mer, de la faune et de la flore sauvage et la protection des parcs et réserves marins et côtiers.

6. Le terme «Convention» désigne la Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

7. On entend par «Organisation» l'organisme désigné à l'article 16 de la Convention pour exercer les fonctions de secrétariat pour la Convention.

Article 2

La zone d'application du présent Protocole (ci-après appelée «zone du Protocole») est la même que la zone de la Convention telle qu'elle est définie dans l'article premier de la Convention.

Article 3

Le présent Protocole s'applique aux situations existantes ou potentielles critiques pour le milieu marin qui constituent une menace de pollution importante pour la zone du Protocole et les intérêts connexes des Parties contractantes.

Article 4

Les Parties contractantes s'engagent à coopérer pour toutes les questions relatives à l'adoption de mesures nécessaires et efficaces de protection de leurs côtes respectives et des intérêts connexes contre les dangers et les effets de la pollution résultant de situations critiques pour le milieu marin.

Article 5

Chaque Partie contractante fournit aux autres Parties contractantes et à l'Organisation des renseignements sur:

- a) Son autorité nationale compétente;
- b) Ses lois, règlements et autres instruments juridiques se rapportant d'une manière générale aux questions traitées dans le présent Protocole, y compris celles qui ont trait à l'organisation et au fonctionnement de l'autorité nationale compétente, dans la mesure où cette organisation et ce fonctionnement sont liés aux questions traitées dans le présent Protocole;
- c) Ses plans nationaux d'intervention d'urgence en cas de situation critique pour le milieu marin.

Article 6

Les Parties contractantes échangent, par l'entremise de l'Organisation ou directement, des renseignements sur les programmes de recherche-développement, y compris les résultats obtenus quant aux moyens de lutter contre la pollution par les hydrocarbures et autres substances nuisibles, et sur l'expérience acquise dans la lutte contre cette pollution.

Article 7

1. Chaque Partie contractante s'engage à demander aux capitaines de navires battant son pavillon et aux pilotes des aéronefs immatriculés sur son territoire, ainsi qu'aux personnes responsables d'ouvrages opérant au large des côtes sous sa juridiction, de signaler à toute Partie contractante, par les voies les plus rapides et les plus appropriées compte tenu des circonstances, et conformément à l'annexe au présent Protocole:

- a) Tous les accidents causant ou pouvant causer une pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures ou d'autres substances nuisibles;
- b) La présence, les caractéristiques et l'étendue des nappes d'hydrocarbures ou d'autres substances nuisibles repérées en mer et de nature à constituer une menace grave et imminente pour le milieu marin, les côtes ou les intérêts connexes d'une ou de plusieurs Parties contractantes.

2. Toute Partie contractante recevant un rapport présenté en application du paragraphe 1 ci-dessus informe dans les meilleurs délais l'Organisation et, soit par l'intermédiaire de celle-ci, soit directement, l'autorité nationale compétente de toute Partie contractante susceptible d'être touchée par la situation critique pour le milieu marin.

Article 8

1. Toute Partie contractante ayant besoin d'assistance pour faire face à une situation critique pour le milieu marin, notamment pour la récupération ou le sauvetage de colis, conteneurs, citernes mobiles, camions-citernes ou wagons-citernes, peut demander le concours de toute autre Partie contractante. La demande d'assistance est adressée en premier lieu aux autres Parties contractantes dont les côtes et les intérêts connexes sont susceptibles d'être touchés par la situation critique en cause. Les Parties contractantes auxquelles une demande est adressée en application du présent paragraphe s'engagent à faire tout leur possible pour fournir l'assistance demandée.

2. L'assistance visée au paragraphe 1 du présent article peut consister à:

- a) Fournir du personnel, des produits et des équipements, et en assurer le renforcement;
- b) Fournir des moyens de surveillance et de contrôle, et en assurer le renforcement;
- c) Mettre à disposition des sites pour l'évacuation des substances polluantes; ou
- d) Faciliter le mouvement de personnes, d'équipements et de produits à destination ou à partir du territoire des Parties contractantes ou transitant par ce territoire.

3. Toute Partie contractante qui demande une assistance en application du paragraphe 1 du présent article fait rapport aux autres Parties contractantes et à l'Organisation sur les résultats de sa demande.

4. Les Parties contractantes s'engagent à étudier des que possible et selon les moyens dont elles disposent la

répartition des tâches à entreprendre pour faire face aux situations critiques pour le milieu marin dans la zone du Protocole.

5. Chaque Partie contractante s'engage à informer les autres Parties contractantes et l'Organisation des mesures prises pour faire face à des situations critiques pour le milieu marin dans les cas où les autres Parties contractantes ne sont pas appelées à l'aide.

Article 9

1. Les Parties contractantes s'efforcent de maintenir et de promouvoir, soit individuellement soit par voie de coopération bilatérale ou multilatérale, des plans et des moyens d'intervention d'urgence en cas de situation critique pour le milieu marin, pour lutter contre la pollution par les hydrocarbures et autres substances nuisibles. Ces moyens comprennent en particulier des équipements, navires, aéronefs et personnels préparés aux opérations en cas de situation critique.

2. Les Parties contractantes coopèrent pour mettre au point des instructions et procédures permanentes que devront suivre les autorités nationales compétentes chargées de recevoir et de transmettre les rapports sur la pollution par des hydrocarbures et autres substances nuisibles présentés en application de l'article 7 du présent Protocole. Cette coopération vise à assurer rapidement et régulièrement la réception, la transmission et la diffusion de ces rapports.

Article 10

1. Chaque Partie contractante agit conformément aux principes ci-après dans la conduite des opérations menées sous son autorité pour faire face aux situations critiques pour le milieu marin:

- a) Évaluer la nature et l'ampleur de la situation critique et transmettre les résultats de cette évaluation à toute autre Partie contractante intéressée;
- b) Déterminer les mesures nécessaires et appropriées qu'il convient de prendre pour faire face à la situation critique, en consultant s'il y a lieu d'autres Parties contractantes;
- c) Établir les rapports et demandes d'assistance nécessaires conformément aux articles 7 et 8 du présent Protocole; et
- d) Prendre des mesures appropriées et concrètes pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser les effets de la pollution, y compris la surveillance et le contrôle de la situation critique.

2. Dans l'exécution des opérations entreprises en application du présent Protocole pour faire face à une situation critique pour le milieu marin, les Parties contractantes doivent:

- a) Agir conformément aux principes du droit international et aux conventions internationales applicables aux interventions en cas de situation critique pour le milieu marin; et
- b) Signaler à l'Organisation ces interventions en cas de situation critique pour le milieu marin.

Article 11

1. Des réunions ordinaires des Parties contractantes au présent Protocole ont lieu en même temps que les réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention, tenues conformément à l'article 17 de la Convention. Les Parties contractantes au présent Protocole peuvent aussi tenir des réunions extraordinaires dans les conditions prévues à l'article 17 de la Convention.

2. Les réunions des Parties contractantes au présent Protocole ont notamment pour objet:

- a) De veiller à l'application du présent Protocole et d'examiner l'efficacité des mesures adoptées et l'opportunité de prendre d'autres mesures, en particulier sous forme d'annexes;
- b) De réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe au présent protocole;
- c) De remplir, en tant que de besoin, toutes autres fonctions en application du présent Protocole.

Article 12

1. Les dispositions de la Convention relatives aux protocoles s'appliquent au présent Protocole.

2. Le règlement intérieur et les règles financières adoptés conformément à l'article 21 de la Convention s'appliquent au présent Protocole, à moins que les Parties contractantes audit Protocole n'en décident autrement.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à Abidjan, le vingt-trois mars mil neuf cent quatre-vingt-un, en un seul exemplaire en langues anglaise, espagnole et française, les trois textes faisant également foi.

ANNEXE

Directives pour l'établissement du rapport prévu à l'article 7 du Protocole

1. Dans la mesure du possible, chaque rapport donne:

- a) Le cas échéant, l'identification de la source de pollution (par exemple l'identité du navire);
- b) La position géographique, l'heure et la date de l'événement ou de l'observation;
- c) Les conditions météorologiques marines dans la zone;
- d) Les détails pertinents sur l'état du navire, si la pollution provient de celui-ci.

2. Chaque rapport donne également, si possible:

- a) Des renseignements détaillés sur les substances nuisibles en cause, y compris leur appellation technique exacte (et non leur appellation commerciale);
- b) La quantité exacte ou approximative, la concentration et l'état probable des substances nuisibles rejetées ou susceptibles d'être rejetées à la mer;

c) Le cas échéant, la description de l'emballage et des marques d'identification: et

d) Le nom de l'expéditeur, du destinataire et du fabricant.

3. Dans la mesure du possible, chaque rapport indique clairement si la substance nuisible rejetée ou susceptible d'être rejetée est un hydrocarbure ou une substance nocive à l'état liquide, solide ou gazeux, et si cette substance était ou est transportée en vrac ou en colis, dans des conteneurs, des citernes mobiles ou des pipelines sous-marins.

4. Chaque rapport doit être complété, s'il y a lieu, par tout autre renseignement pertinent demandé par l'une des personnes auxquelles le rapport est destiné ou que l'auteur du rapport juge approprié.

5. Toute personne visée à l'article 7 du présent Protocole doit:

a) Compléter dans la mesure du possible le rapport initial, s'il y a lieu, par des renseignements sur l'évolution de la situation: et

b) Répondre de manière aussi détaillée que possible aux demandes de renseignements supplémentaires émanant des Parties touchées.

APPENDICE

Position au 30 octobre 1981 de la Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Etats	Convention		Protocole	
	Signature	Ratification	Signature	Ratification
Angola	—	—	—	—
Bénin	23.3.81	—	23.3.81	—
Cap Vert	—	—	—	—
Congo	23.3.81	—	23.3.81	—
Côte d'Ivoire	23.3.81	—	23.3.81	—
Gabon	23.3.81	—	23.3.81	—
Gambie	13.6.81	—	13.6.81	—
Ghana	23.3.81	—	23.3.81	—
Guinée	23.3.81	—	23.3.81	—
Guinée-Bissau	—	—	—	—
Guinée équatoriale	—	—	—	—
Libéria	23.3.81	—	23.3.81	—
Mauritanie	22.6.81	—	22.6.81	—
Namibie	—	—	—	—
Nigéria	23.3.81	—	23.3.81	—
République-Unie du Cameroun	—	—	—	—
Sao Tomé-et-Principe	—	—	—	—
Senegal	23.3.81	—	23.3.81	—
Sierra Leone	—	—	—	—
Togo	23.3.81	—	23.3.81	—
Zaire	—	—	—	—

Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique.

CONVENÇÃO PARA A COOPERAÇÃO EM MATÉRIA DE PROTECÇÃO E DESENVOLVIMENTO DO MEIO MARÍTIMO E LITORAL DA REGIÃO DA ÁFRICA OCIDENTAL E CENTRAL e PROTOCOLO (1981)

ENTRADA EM VIGOR: 5 de Agosto de 1984

As Partes contratantes,

Conscientes do valor económico e social do meio marítimo e litoral da região da África ocidental e central e da sua importância para a saúde,

Plenamente conscientes da sua responsabilidade de conservar o seu património natural para proveito das gerações presentes e futuras,

Reconhecendo a ameaça para o meio marítimo e litoral, o seu equilíbrio ecológico, os seus recursos e a sua utilização legítima que representam a poluição e a falta de uma integração da dimensão ambiental nos processos de desenvolvimento,

Considerando plenamente a necessidade de cooperação entre as Partes contratantes para assegurar um desenvolvimento sustentado e favorável ao meio ambiente, graças a uma abordagem coordenada e global,

Reconhecendo igualmente a necessidade de um programa de investigação, vigilância e avaliação cuidadosamente planificado, vista a escassez das informações científicas sobre a poluição marítima na região da África ocidental e central,

Notando que, apesar dos progressos registados, as convenções existentes sobre a poluição marítima não abrangem todos os aspectos e fontes de poluição marítima e não respondem plenamente às necessidades específicas da região da África ocidental e central,

Acordaram o seguinte:

Artigo 1.º

Alcance geográfico

A presente Convenção abrange o meio marítimo, as zonas litorais e as águas interiores relacionadas que se encontram sob a jurisdição dos Estados da região da África ocidental e central, da Mauritânia à Namíbia, ambas incluídas, que se tornaram Partes da presente Convenção segundo as condições previstas no artigo 27.º e no parágrafo 1 do artigo 28.º (designadas adiante por “zona de aplicação da Convenção”).

Artigo 2.º

Definições

Para os fins da presente Convenção:

1. “Poluição” significa a introdução directa ou indirecta pelo homem de substâncias ou energia no meio marítimo, nas zonas litorais e nas águas interiores relacionadas, quando têm efeitos nocivos para os recursos biológicos, representam um risco para a saúde humana, afectam as actividades marítimas, incluindo a pesca, deterioram a qualidade da água do mar para a sua utilização e reduzem os seus encantos.

2. “Organização” significa a entidade designada secretariado da Convenção e dos seus protocolos em conformidade com o artigo 16 da Convenção.

Artigo 3º

Disposições gerais

1. As Partes contratantes podem celebrar acordos bilaterais ou multilaterais, incluindo acordos regionais e subregionais, para a protecção do meio marítimo e litoral da região da África ocidental e central, na condição que esses acordos sejam compatíveis com a presente Convenção e respeitem o direito internacional. Serão depositadas cópias desses acordos na Organização, que as comunicará a todas as Partes contratantes.

2. Nenhuma disposição da presente Convenção ou dos seus protocolos pode ser interpretada como afectando obrigações assumidas por uma Parte contratante em acordos anteriormente celebrados.

3. Nenhuma disposição da presente Convenção prejudicará a codificação e a elaboração do direito do mar pela Conferência das Nações Unidas sobre o Direito do Mar, convocada segundo a resolução 2750 C (XXV) da Assembleia geral das Nações Unidas, nem as reclamações presentes ou futuras e as opiniões jurídicas de uma Parte contratante quanto a natureza e à extensão da sua jurisdição marítima.

Artigo 4º

Obrigações gerais

1. As Partes contratantes devem adoptar, individual ou conjuntamente, conforme o caso, todas as medidas adequadas segundo as disposições da presente Convenção e dos seus protocolos vigentes dos quais são partes para prevenir, reduzir e combater a poluição da zona de aplicação da Convenção e para assegurar uma gestão sã dos recursos naturais do ponto de vista ambiental, utilizando para esse fim os meios mais adequados ao seu dispor, em função das suas capacidades.

2. Além do Protocolo relativo à cooperação na luta contra a poluição em casos de emergência, aberto para assinatura na mesma data que a presente Convenção, as Partes contratantes devem cooperar para formular e adoptar outros protocolos prescrevendo medidas, procedimentos e normas para prevenir, reduzir e combater todas as formas de poluição ou promovendo uma gestão ambiental conforme com os objectivos da presente Convenção.

3. As Partes contratantes devem promulgar leis e regulamentos nacionais para cumprir eficientemente as obrigações prescritas na presente Convenção e devem procurar a harmonização das suas políticas nacionais correspondentes.

4. As Partes contratantes devem cooperar com as organizações internacionais, regionais e sub-regionais competentes para elaborar e adoptar práticas, procedimentos e medidas recomendadas para prevenir, reduzir e combater todas a poluição proveniente de qualquer fonte, em conformidade com os objectivos da presente Convenção e os seus protocolos, e para se assistirem no cumprimento das obrigações constando da presente Convenção e dos seus protocolos.

5. Ao tomar medidas para prevenir, reduzir e combater a poluição na zona de aplicação da Convenção ou para promover a gestão ambiental, as Partes contratantes devem actuar de forma a não transferir, directa ou indirectamente, danos ou perigos de uma zona para outra ou a não transformar um tipo de poluição noutra.

Artigo 5º

Poluição por navios

As Partes contratantes devem tomar todas as medidas adequadas em conformidade com o direito internacional para prevenir, reduzir e combater a poluição na zona de aplicação da Convenção, causada por descargas normais ou acidentais de navios e devem assegurar a aplicação efectiva das regras e normas internacionalmente reconhecidas em matéria de luta contra esse tipo de poluição dentro da zona de aplicação da Convenção.

Artigo 6º

Poluição por descargas de navios e aeronaves

As Partes contratantes devem tomar todas as medidas adequadas para prevenir, reduzir e combater a poluição na zona de aplicação da Convenção, causada por descargas normais ou acidentais de navios ou aeronaves e devem assegurar a aplicação efectiva das regras e normas internacionalmente reconhecidas em matéria de luta contra esse tipo de poluição dentro da zona de aplicação da Convenção.

Artigo 7º

Poluição de origem terrestre

As Partes contratantes devem tomar todas as medidas adequadas para prevenir, reduzir e combater a poluição na zona de aplicação da Convenção, causada por descargas provenientes de rios, estuários, estabelecimentos litorais e desembocaduras, descargas litorais ou provenientes de outras fontes situadas nos seus territórios.

Artigo 8º

Poluição proveniente de actividades relacionadas com a exploração dos fundos marítimos

As Partes contratantes devem tomar todas as medidas adequadas para prevenir, reduzir e combater a poluição resultante de ou relacionada com actividades relativas à exploração dos fundos marítimos e do respectivo subsolo, quando dependentes da sua jurisdição, ou proveniente de ilhas artificiais, instalações e estruturas que dependem da sua jurisdição.

Artigo 9º

Poluição transmitida pela atmosfera

As Partes contratantes devem tomar todas as medidas adequadas para prevenir, reduzir e combater a poluição na zona de aplicação da Convenção, proveniente da atmosfera ou transportada por ela.

Artigo 10º

Erosão litoral

As Partes contratantes devem tomar todas as medidas adequadas para prevenir, reduzir e combater a poluição na zona de aplicação da Convenção, proveniente das actividades humanas, tais como o aproveitamento das terras e a engenharia litoral.

Artigo 11º

Zonas especialmente protegidas

As Partes contratantes devem tomar, individual ou conjuntamente, conforme o caso, todas as medidas adequadas para proteger e conservar os ecossistemas raros ou frágeis, bem como o habitat das espécies em regressão, ameaçadas ou em vias de extinção e a restante vida marítima. Para o efeito, as Partes contratantes devem tentar criar zonas protegidas, tais como parques e reservas, e proibir ou combater quaisquer actividades susceptíveis de ter efeitos negativos sobre as espécies, ecossistemas ou processos biológicos dessas zonas.

Artigo 12º

Cooperação na luta contra a poluição em casos de emergência

1. As Partes contratantes devem cooperar para tomar todas as medidas necessárias para enfrentar as situações de emergência em matéria de poluição na zona de aplicação da Convenção, seja qual for a sua causa, e para reduzir ou eliminar os danos que daí resultam.

2. Qualquer Parte contratante que tome conhecimento de uma situação de emergência em matéria de poluição na zona de aplicação da Convenção deve avisar sem demora a Organização e, quer por intermédio dessa organização quer directamente, as outras Partes contratantes susceptíveis de ser afectadas por essa situação de emergência.

Artigo 13º

Avaliação do impacto ambiental

1. No âmbito das suas políticas de gestão ambiental, as Partes contratantes devem elaborar instruções técnicas e outras para ajudar a planificar os seus projectos de desenvolvimento de modo a minimizar o respectivo impacto nocivo na zona de aplicação da Convenção.

2. As Partes contratantes devem tentar incluir uma avaliação dos efeitos ambientais potenciais em todas as actividades de planificação que impliquem projectos situados no seu território, em particular nas zonas litorais, que possam provocar poluições importantes ou modificações significativas e perigosas na zona de aplicação da Convenção.

3. As Partes contratantes devem elaborar, consultando a Organização, procedimentos para a divulgação de informações relativas à avaliação das actividades mencionadas no parágrafo 2 do presente artigo.

Artigo 14º

Cooperação científica e tecnológica

1. As Partes contratantes devem cooperar, com a assistência das organizações internacionais e regionais competentes, nos campos da investigação científica, da vigilância e da avaliação da poluição na zona de aplicação da Convenção, e devem trocar dados e outras informações científicas para os fins da presente Convenção e dos seus protocolos.

2. Da mesma forma, as Partes contratantes devem elaborar e coordenar programas nacionais de investigação e vigilância relativos a todos os tipos de poluição na zona

de aplicação da Convenção e devem criar, em cooperação com as organizações internacionais e regionais competentes, uma rede regional de centros e instituições nacionais de investigação, para assegurar resultados compatíveis. As Partes contratantes devem fazer todo o possível por participar em sistemas internacionais de investigação e vigilância da poluição nas zonas exteriores à sua jurisdição nacional.

3. As Partes contratantes devem cooperar, directamente ou por intermédio das organizações internacionais ou regionais competentes, na elaboração de programas de assistência técnica e outra em sectores relacionados com a poluição marítima e a gestão ambiental da zona de aplicação da Convenção.

Artigo 15º

Responsabilidade e indemnização

As Partes contratantes devem cooperar na formulação e adopção de regras e procedimentos adequados para determinar a responsabilidade e o pagamento de uma indemnização adequada e rápida pelos danos resultantes de poluição na zona de aplicação da Convenção.

Artigo 16º

Acordos institucionais

1. As Partes contratantes designam o Programa das Nações Unidas para o Ambiente como secretariado da Convenção para desempenhar as seguintes funções:

- (i) preparar e convocar as reuniões das Partes contratantes e as conferências previstas nos artigos 17 e 18;
- (ii) Transmitir às Partes contratantes as notificações, relatórios e outras informações recebidas em conformidade com os artigos 3, 12 e 22;
- (iii) Exercer as funções que os protocolos da presente Convenção lhe atribuem;
- (iv) Examinar os pedidos e informações das Partes contratantes e consultá-las acerca de temas relativos à presente Convenção e aos seus protocolos e anexos;
- (v) Coordenar a implementação das actividades de cooperação acordadas pelas reuniões das Partes contratantes e pelas conferências previstas no artigo 17;
- (vi) Tomar as medidas administrativas necessárias para o exercício efectivo das funções de secretariado.

2. Cada Parte contratante deve designar uma autoridade nacional competente, responsável pela coordenação das actividades nacionais de implementação da presente Convenção e dos seus protocolos. A autoridade nacional competente serve de canal de comunicação entre a Parte contratante e a Organização.

Artigo 17º

Reuniões das partes contratantes

1. As Partes contratantes celebram reuniões ordinárias cada dois anos e reuniões extraordinárias em qualquer

outro momento considerado necessário, a pedido da Organização ou a pedido de uma Parte contratante, apoiada por um mínimo de três outras Partes contratantes.

2. O objectivo das reuniões das Partes contratantes é estudar a implementação da presente Convenção e dos seus protocolos e, em particular:

- (i) Examinar os relatórios apresentados pelas Partes contratantes segundo o artigo 22;
- (ii) Adoptar, rever e, se necessário, emendar os anexos da presente Convenção e dos seus protocolos, em conformidade com as disposições do artigo 20;
- (iii) Fazer recomendações acerca da adopção de quaisquer protocolos adicionais ou emendas da presente Convenção ou dos seus protocolos, em conformidade com as disposições dos artigos 18 e 19;
- (iv) Se necessário, constituir grupos de trabalho para examinar quaisquer assuntos relativos à presente Convenção e aos seus protocolos e anexos;
- (v) Avaliar a situação da poluição na zona de aplicação da Convenção;
- (vi) Examinar e adoptar decisões relativas às actividades de cooperação a efectuar no âmbito da presente Convenção e dos seus protocolos, incluindo as suas implicações financeiras e institucionais;
- (vii) Examinar e realizar qualquer acção suplementar que seja necessária para alcançar os objectivos da presente Convenção e dos seus protocolos.

Artigo 18º

Adopção de protocolos adicionais

1. As Partes contratantes podem adoptar, durante uma conferência de plenipotenciários, protocolos adicionais à presente Convenção, em conformidade com o parágrafo 2 do artigo 4.

2. A pedido de um mínimo de dois terços das Partes contratantes, a Organização convoca uma conferência de plenipotenciários com o objectivo de adoptar protocolos adicionais.

3. Enquanto a presente Convenção não entrar em vigor e após consulta dos seus signatários, a Organização pode convocar uma conferência de plenipotenciários com o objectivo de adoptar protocolos adicionais.

Artigo 19º

Emenda da convenção e dos protocolos

1. Qualquer Parte contratante da presente Convenção pode propor emendas à Convenção ou a qualquer dos protocolos. Os textos dos projectos de emenda são comunicados às Partes contratantes pela Organização seis meses antes da sua apresentação para exame a uma reunião ordinária das Partes contratantes.

2. As emendas são adoptadas por maioria dos dois terços das Partes contratantes e entram em vigor doze meses após a sua provação.

Artigo 20º

Anexos e emendas aos anexos

1. Os anexos da presente Convenção ou de um dos seus protocolos fazem parte integrante da Convenção ou desse protocolo.

2. Salvo disposição contrária de um dos protocolos, o procedimento previsto no artigo 19 aplica-se à adopção e à entrada em vigor de quaisquer emendas dos anexos da presente Convenção ou de um dos protocolos.

3. A adopção e a entrada em vigor de um novo anexo da presente Convenção ou de um dos protocolos estão sujeitas ao mesmo procedimento que a adopção e entrada em vigor de uma emenda de um anexo segundo as disposições do parágrafo 2 do presente artigo, na condição que, se estiver em causa uma emenda da Convenção ou desse protocolo, o novo anexo não entra em vigor até que a emenda da Convenção ou desse protocolo entre em vigor.

Artigo 21º

Regras de procedimento e regras financeiras

1. As Partes contratantes devem adoptar regras de procedimento para as reuniões e conferências previstas nos anteriores artigos 17 e 18.

2. As Partes contratantes devem adoptar regras financeiras, elaboradas em consulta com a Organização, para determinar em particular a sua participação financeira.

Artigo 22º

Relatórios

As Partes contratantes transmitem à Organização relatórios sobre as medidas adoptadas para implementar a presente Convenção e os protocolos de que são partes, da forma e com a periodicidade que as Partes contratantes determinarem.

Artigo 23º

Verificação de cumprimento

As Partes contratantes comprometem-se a cooperar para a elaboração de procedimentos destinados a verificar a aplicação da presente Convenção e dos seus protocolos.

Artigo 24º

Solução dos diferendos

1. Em caso de diferendo entre Partes contratantes acerca da interpretação ou da aplicação da presente Convenção ou dos seus protocolos, essas partes devem procurar uma resolução do diferendo pela negociação ou por quaisquer outros meios pacíficos, à sua escolha.

2. Se as partes em causa não puderem resolver o seu diferendo pelos meios mencionados no parágrafo anterior, o diferendo é submetido a arbitragem com as condições a adoptar pelas Partes contratantes num anexo à presente Convenção.

Artigo 25º

Relação entre a convenção e os protocolos

1. Nenhum Estado pode ser Parte contratante da presente Convenção se não se tornar simultaneamente Parte contratante de um protocolo pelo menos. Nenhum Estado pode ser Parte contratante de um protocolo se não for ou não se tornar simultaneamente Parte contratante da presente Convenção.

2. Os protocolos da presente Convenção são obrigatórios unicamente para as Partes contratantes do protocolo em causa.

3. As decisões relativas a determinado protocolo segundo os artigos 17, 19 e 20 da presente Convenção são tomadas unicamente pelas Partes ao protocolo em causa.

Artigo 26º

Assinatura

A presente Convenção e o Protocolo relativo à cooperação na luta contra a poluição em situações de emergência estarão abertos para assinatura de todos os países litorais ou insulares da Mauritânia à Namíbia, ambas incluídas, em Abidjan, de 23 de Março a 22 de Junho de 1981.

Artigo 27º

Ratificação, aceitação e aprovação

A presente Convenção e qualquer dos seus protocolos ficam sujeitos a ratificação, aceitação e aprovação. Os instrumentos de ratificação, aceitação ou aprovação devem ser depositados junto do Governo da Costa do Marfim, que assume a função de Depositário.

Artigo 28º

Adesão

1. A presente Convenção e o Protocolo relativo à cooperação na luta contra a poluição em situações de emergência estarão abertos para adesão pelos Estados mencionados no artigo 26 a partir de dia 23 de Junho de 1981.

2. Após a entrada em vigor da presente Convenção e dos seus protocolos, qualquer Estado africano não mencionado no artigo 26 pode aderir.

3. A presente Convenção e os seus protocolos permanecem igualmente abertos após a sua entrada em vigor para a adesão de qualquer outro Estado, sob reserva da aprovação prévia dos três quartos dos Estados mencionados no artigo 26 que se tornaram Partes contratantes.

4. Os instrumentos de adesão são depositados junto do Depositário.

Artigo 29º

Entrada em vigor

1. A presente Convenção e o seu primeiro protocolo entram em vigor na mesma data, em conformidade com o parágrafo 2 que se segue.

2. A Convenção e os seus protocolos entram em vigor no sexagésimo dia após a data de depósito de pelo menos seis instrumentos de ratificação, aceitação ou aprovação da Convenção e do protocolo ou da adesão a eles pelas partes mencionadas no artigo 26.

3. Posteriormente, a Convenção e os seus protocolos entram em vigor em relação aos Estados mencionados no artigo 26 no sexagésimo dia após a data de depósito dos instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

Artigo 30º

Retractação

1. Qualquer Parte contratante pode retirar-se da presente Convenção por notificação escrita de retractação remetida em qualquer momento após vencimento de um prazo de cinco anos a contar da data de entrada em vigor da presente Convenção.

2. Salvo disposições contrárias de um protocolo da presente Convenção, qualquer Parte contratante pode retirar-se desse Protocolo por notificação escrita de retractação remetida em qualquer momento após vencimento de um prazo de cinco anos a contar da data de entrada em vigor do protocolo.

3. A retractação entra em vigor noventa dias depois da data em que a sua notificação é recebida pelo Depositário.

4. Uma Parte contratante que se retira da presente Convenção é considerada ter-se retirado igualmente dos protocolos de que era Parte.

5. Uma Parte contratante que, após a sua retractação de um protocolo, deixa de ser Parte de qualquer protocolo da presente Convenção é considerada ter-se retirado igualmente da presente Convenção.

Artigo 31º

Responsabilidades do depositário

1. O Depositário deve informar as Partes contratantes, qualquer outra Parte mencionada no artigo 26 e a Organização:

- (i) Da assinatura da presente Convenção e de qualquer dos seus protocolos, bem como do depósito de instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação e adesão segundo os artigos 26, 27 e 28;
- (ii) Da data em que a Convenção e os seus protocolos entram em vigor em conformidade com as disposições do artigo 29;
- (iii) Das notificações de retractação efectuadas em conformidade com o artigo 30;
- (iv) Das emendas adoptadas em relação à Convenção e a qualquer protocolo, da sua aceitação pelas Partes contratantes e da data de entrada em vigor dessas emendas, em conformidade com as disposições do artigo 19;
- (v) Da adopção de novos anexos e da emenda de qualquer anexo, em conformidade com o artigo 20.

2. O original da presente Convenção e qualquer dos seus protocolos serão depositados junto do Depositário, o Governo da Costa do Marfim, o qual deve enviar cópias certificadas às Partes contratantes, à Organização da Unidade Africana, à Organização e ao Secretário geral

da Organização das Nações Unidas, para registo e publicação em conformidade com o Artigo 102 da Carta das Nações Unidas.

Para constar, nós abaixo assinados, devidamente autorizados pelos nossos Governos respectivos, assinámos a presente Convenção.

Feito em Abidjan, aos vinte e três dias de Março de mil novecentos e oitenta e um, num só exemplar em línguas inglesa, francesa e espanhola, os três textos sendo igualmente autênticos.

PROTOCOLO RELATIVO À COOPERAÇÃO NA LUTA CONTRA A POLUIÇÃO EM CASOS DE EMERGÊNCIA (1981)

Abidjan, 23 de Março de 1981

Artigo 1º

Para os fins do presente Protocolo:

1. “Autoridade nacional competente” significa a autoridade designada pelo Governo de uma Parte contratante em conformidade como parágrafo 2 do artigo 16 da Convenção para a cooperação em matéria de protecção e desenvolvimento do meio marítimo e litoral da região da África ocidental e central, responsável por:

- (a) Lutar contra as situações de emergência marítima e responder operacionalmente a essas situações;
- (b) Receber e coordenar os relatórios sobre situações particulares de emergência marítima;
- (c) Coordenar actividades relacionadas com situações de emergência marítima em geral, dentro do próprio Governo e com outras Partes contratantes.

2. “Situação de emergência marítima” significa qualquer incidente, ocorrência ou situação, causada de qualquer forma e resultando numa poluição importante ou numa ameaça iminente de poluição importante para o meio marítimo e litoral, causada por petróleo ou outras substâncias perigosas, incluindo em particular as colisões, encalhes e outros incidentes com navios, incluindo petroleiros, descargas de produção petrolífera e a presença de petróleo ou outras substâncias perigosas por causa de falhas de instalações industriais.

3. “Plano de emergência marítima” significa um plano, preparado em base nacional, bilateral ou multilateral, para lidar com a ocorrência ou a ameaça de ocorrência de poluição ou outros efeitos prejudiciais dos acidentes ou outros acontecimentos imprevistos sobre o meio marítimo e litoral.

4. “Resposta à situação de emergência marítima” significa qualquer actividade destinada a prevenir, reduzir e lutar contra a poluição por petróleo ou outras substâncias perigosas ou uma ameaça dessa poluição, resultando de situações de emergência marítima, e inclui a limpeza dos derrames de petróleo e a recuperação ou salvação de pacotes, contenedores de carga, cisternas portáteis e carruagens rodoviárias ou ferroviárias.

5. “Interesses relacionados” significa os interesses de uma Parte contratante, directa ou indirectamente afectados ou ameaçados por uma emergência marítima, tais como:

- (a) As actividades marítimas, litorais, portuárias ou de estuário, incluindo a pesca;
- (b) As atracções históricas e turísticas da zona em causa;
- (c) A saúde e o bem-estar dos habitantes da zona em causa, incluindo a conservação dos recursos vivos do mar e da fauna e flora selvagens, bem como a protecção dos parques e reservas marítimas e litorais.

6. “Convenção” significa a Convenção para a cooperação em matéria de protecção e desenvolvimento do meio marítimo e litoral da região da África ocidental e central.

7. “Organização” significa a organização mencionada no artigo 16 da Convenção como sendo responsável pelo secretariado da Convenção.

Artigo 2º

A zona de aplicação do presente Protocolo (chamada adiante “zona de aplicação do protocolo”) é a mesma que a zona de aplicação da Convenção definida no seu artigo 1º.

Artigo 3º

O presente Protocolo aplica-se às situações de emergência reais ou potenciais que representam um perigo de poluição importante para a zona de aplicação do protocolo e para os interesses relacionados das Partes contratantes.

Artigo 4º

As Partes contratantes comprometem-se a cooperar em tudo o que se refere a tomar todas as medidas necessárias e efectivas para proteger os seus litorais e interesses relacionados respectivos contra a ameaça e os efeitos de uma poluição causada por emergências marítimas.

Artigo 5º

Cada Parte contratante deve fornecer às outras Partes contratantes e à Organização informações relativas:

- (a) À sua autoridade nacional competente;
- (b) Às suas leis, regulamentos e outros instrumentos jurídicos que se referem em geral aos assuntos mencionados no presente Protocolo, incluindo aqueles que se referem à organização e ao funcionamento da autoridade nacional competente, na medida em que essa organização e funcionamento se referem aos temas mencionados no presente Protocolo;
- (c) Aos seus planos nacionais de emergência marítima.

Artigo 6º

As Partes contratantes devem trocar, quer por intermédio da Organização quer directamente, informações sobre os programas de investigação e desenvolvimento, incluindo os resultados relativos às formas de tratar a poluição por petróleo e outras substâncias perigosas e sobre as experiências relativas à luta contra essas poluições.

Artigo 7.º

1. Cada Parte contratante compromete-se a exigir aos comandantes dos navios com a sua bandeira e aos pilotos de aeronaves matriculadas no seu território, bem como às pessoas responsáveis das estruturas offshore funcionando sob a sua jurisdição, de reportar pelos canais mais rápidos e adequados segundo as circunstâncias e em conformidade com o anexo do presente Protocolo, a todas as Partes contratantes:

- (a) Todos os acidentes que provocam ou podem provocar poluição do mar por petróleo ou outras substâncias perigosas;
- (b) A presença, as características e a extensão dos derrames de petróleo e de outras substâncias perigosas observados no mar e que são susceptíveis de representar uma ameaça séria e iminente para o meio marítimo ou para o litoral e os interesses relacionados de uma ou várias Partes contratantes.

2. Uma Parte contratante que receber um relatório segundo o parágrafo 1 mais acima deve informar rapidamente a Organização e, quer por intermédio da Organização quer directamente, a autoridade nacional competente de qualquer outra Parte contratante susceptível de ser afectada pela emergência marítima.

Artigo 8.º

1. Qualquer Parte contratante que necessite ajuda para tratar uma situação de emergência marítima, incluindo a recuperação ou a salvação de pacotes, contedores de carga, cisternas portáteis e carruagens rodoviárias ou ferroviárias, pode pedir assistência a qualquer outra Parte contratante. O pedido de assistência deve ser apresentado inicialmente a outras Partes contratantes cujos litorais e interesses relacionados possam ser afectados pela situação de emergência marítima em causa. As Partes contratantes às quais é apresentado um pedido segundo o presente parágrafo comprometem-se a fazer todo o possível para prestar a assistência solicitada.

2. A assistência mencionada no parágrafo 1 do presente artigo pode incluir:

- (a) O fornecimento e o reforço de pessoal, material e equipamento;
- (b) O fornecimento e o reforço de meios de fiscalização e vigilância;
- (c) O fornecimento de locais de depósito da poluição; ou
- (d) A facilitação da deslocação de pessoal, equipamento e material para dentro, para fora e através dos territórios das Partes contratantes.

3. Qualquer Parte contratante que solicitar assistência segundo o parágrafo 1 do presente artigo deve reportar os resultados do pedido às outras Partes contratantes e à Organização.

4. As Partes contratantes comprometem-se a examinar em quanto antes e em conformidade com os meios de

que dispõem a atribuição de funções para responder às situações de emergência marítima na zona de aplicação do protocolo.

5. Cada Parte contratante compromete-se a informar as outras Partes contratantes e a Organização das medidas tomadas para tratar das situações de emergência marítimas, nos casos em que essas outras Partes contratantes não são solicitadas de prestar assistência.

Artigo 9.º

1. As Partes contratantes devem esforçar-se por manter e promover, quer individualmente quer mediante cooperação bilateral ou multilateral, planos de emergência marítima e meios para lutar contra a poluição por petróleo e outras substâncias perigosas. Estes meios devem incluir em particular equipamentos, barcos, aeronaves e pessoal preparado para operações em casos de emergência.

2. As Partes contratantes devem cooperar em matéria de elaboração de instruções e procedimentos permanentes a seguir pelas autoridades nacionais competentes que são responsáveis por receber e transmitir relatórios de poluição por petróleo e outras substâncias perigosas, elaborados segundo o artigo 7 do presente Protocolo. Essa cooperação destina-se a assegurar uma recepção, transmissão e divulgação rápida e rotineira dos relatórios.

Artigo 10.º

1. Cada Parte contratante deve actuar em conformidade com os seguintes princípios ao dirigir as respostas de emergência marítima realizadas sob a sua autoridade.

- (a) Efectuar uma avaliação da natureza e do alcance das situações de emergência marítima e enviar os resultados da avaliação às outras Partes contratantes interessadas;
- (b) Determinar as acções necessárias e adequadas a tomar relativamente à situação de emergência marítima, se necessário em consulta com outras Partes contratantes;
- (c) Elaborar os relatórios e pedidos de assistência necessários, segundo os artigos 7 e 8 do presente Protocolo; e
- (d) Tomar as medidas práticas adequadas para prevenir, reduzir e lutar contra os efeitos da poluição, incluindo a fiscalização e vigilância das situações de emergência marítima.

2. Ao responder às situações de emergência marítima segundo o presente Protocolo, as Partes contratantes devem:

- (a) Actuar em conformidade com os princípios do direito internacional e com as convenções internacionais aplicáveis às respostas às situações de emergência marítima; e
- (b) Comunicar essas respostas às situações de emergência marítima à Organização.

Artigo 11.º

1. Serão organizadas reuniões ordinárias das Partes contratantes do presente Protocolo em conjunção com

as reuniões ordinárias das Partes contratantes da Convenção, organizadas em conformidade com o artigo 17 da Convenção. As Partes contratantes do presente Protocolo podem igualmente realizar reuniões extraordinárias da forma prevista no artigo 17 da Convenção.

2. As reuniões das Partes contratantes do presente Protocolo têm como objectivo em particular:

- (a) Vigiar a implementação do presente Protocolo e avaliar a eficácia das medidas adoptadas e a necessidade de outras medidas, em particular sob a forma de anexos;
- (b) Examinar e, se necessário, emendar qualquer anexo do presente Protocolo;
- (c) Exercer quaisquer outras funções adequadas para implementação do presente Protocolo.

Artigo 12º

1. As disposições da Convenção relativas aos protocolos aplicam-se ao presente Protocolo.

2. As regras de procedimento e as regras financeiras adoptadas em conformidade com o artigo 21 da Convenção aplicam-se ao presente Protocolo, salvo se as Partes contratantes do presente Protocolo decidirem o contrário.

Para constar, nós abaixo assinados, devidamente autorizados pelos nossos Governos respectivos, assinámos o presente Protocolo.

Feito em Abidjan, aos vinte e três dias de Março de mil novecentos e oitenta e um, num só exemplar em línguas inglesa, francesa e espanhola, os três textos sendo igualmente autênticos.

ANEXO

LINHAS DIRECTRIZES PARA O RELATÓRIO A ELABORAR SEGUNDO O ARTIGO 7 DO PROTOCOLO

1. Na medida do possível, cada relatório deve conter:
 - (a) A identificação da origem da poluição (p.ex. a identidade do navio), se adequado;
 - (b) A posição geográfica, hora e data do incidente ou da observação;
 - (c) A situação meteorológica marítima existente na zona;
 - (d) Se a poluição vier de um navio, os pormenores pertinentes acerca do estado do navio.
2. Na medida do possível, cada relatório deve conter:
 - (a) Uma indicação ou descrição clara da substância perigosa em causa, incluindo as designações técnicas correctas dessas substâncias (os nomes comerciais não devem ser utilizados em vez das designações técnicas correctas);
 - (b) A quantidade exacta ou aproximada, a concentração e o estado provável das substâncias perigosas derramadas ou susceptíveis de derrame no mar;

(c) Se pertinente, uma descrição das embalagens e marcas de identificação; e

(d) O nome do expedidor, do destinatário ou do produtor.

3. Cada relatório deve indicar claramente, sempre que possível, se a substância perigosa derramada ou susceptível de derrame é petróleo ou uma substância nociva líquida, sólida ou gasosa e se essa substância era ou é carregada a granel ou contida em embalagens, contentores de carga, cisternas portáteis ou canalizações submarinas.

4. Se necessário, cada relatório deve ser completado pelas informações pertinentes requeridas pelos destinatários do relatório ou consideradas adequadas pela pessoa que o envia.

5. Todas as pessoas mencionadas no artigo 7 do presente Protocolo devem:

- (a) Completar na medida do possível o relatório inicial, eventualmente com informações relativas à evolução da situação; e
- (b) Responder tanto quanto possível aos pedidos de informações suplementares das Partes afectadas.

Resolução n.º 60/VIII/2012

de 21 de Agosto

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea *m*) do artigo 175º da Constituição, a seguinte Resolução.

Artigo Único

É reconhecida a qualidade de beneficiário dos direitos referidos nas alíneas *a*) a *g*) do número 1 do artigo 6º da Lei nº 82/VI/2005, de 12 de Setembro, aos seguintes cidadãos:

1. Arlindo Vicente Silva
2. Arcelinda Margarida da Rocha Lima Barreto
3. Carlos Alberto Lopes Barbosa
4. Eugénio Pinto Inocêncio
5. Isaura Tavares Gomes
6. Júlia Adalzira de Oliveira Ramos
7. João Crisóstomo Furtado Mascarenhas
8. Maria da Luz Freire de Andrade Boal
9. Manuel Maria Monteiro Santos

Aprovada 25 de Julho de 2012.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Basilio Mosso Ramos*

Comissão Permanente

Resolução n.º 41/VIII/2012

de 21 de Agosto

Ao abrigo da alínea *a*) do artigo 55º do Regimento da Assembleia Nacional, a Comissão Permanente delibera o seguinte:

Artigo Único

Deferir o pedido de suspensão temporária de mandato do Deputado Estevão Barros Rodrigues, eleito na lista do PAICV, pelo Círculo Eleitoral da África, por um período compreendido entre 16 e 27 de Julho de 2012.

Aprovada em 19 de Julho de 2012

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, em exercício,
Júlio Lopes Correia

Resolução n.º 42/VIII/2012

de 21 de Agosto

Ao abrigo da alínea *a*) do artigo 55º do Regimento da Assembleia Nacional, a Comissão Permanente delibera o seguinte:

Artigo Único

Deferir o pedido de suspensão temporária de mandato do Deputado José Maria Fernandes da Veiga, eleito na lista do PAICV, pelo Círculo Eleitoral de Santiago Norte, por um período de dez dias, com efeito a partir do dia 22 de Julho de 2012.

Aprovada em 24 de Julho de 2012

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Basílio Mosso Ramos*

Gabinete do Presidente

Despacho de substituição n.º 47/VIII/2012

Ao abrigo do disposto na alínea *b*) do artigo 24º do Regimento da Assembleia Nacional, conjugado com o disposto nos artigos 4º, 5º e nº 2 do artigo 6º do Estatuto dos Deputados, defiro, a requerimento do Grupo Parlamentar do PAICV, o pedido de substituição temporária de mandato do Deputado Estevão Barros Rodrigues, eleito na lista do PAICV pelo Círculo Eleitoral da África, pela candidata não eleita da mesma lista, Senhora Ivete Helena Ramos Delgado Silves Ferreira.

Publique-se.

Assembleia Nacional, na Praia, aos 18 de Julho de 2012. – O Presidente da Assembleia Nacional, em exercício, *Júlio Lopes Correia*

Despacho de substituição n.º 48/VIII/2012

Ao abrigo do disposto na alínea *b*) do artigo 24º do Regimento da Assembleia Nacional, conjugado com o disposto nos artigos 4º, 5º e nº 2 do artigo 6º do Estatuto dos Deputados, defiro, a requerimento do Grupo Parlamentar do PAICV, o pedido de substituição temporária de mandato do Deputado José Maria Fernandes da Veiga, eleito na lista do PAICV pelo Círculo Eleitoral de Santiago Norte, pelo candidato não eleito da mesma lista, Senhor Carlos Tavares Rodrigues.

Publique-se.

Assembleia Nacional, na Praia, aos 24 de Julho de 2012. – O Presidente da Assembleia Nacional, *Basílio Mosso Ramos*



I SÉRIE
**BOLETIM
OFICIAL**

Registo legal, nº 2/2001, de 21 de Dezembro de 2001

Endereço Electronico: www.incv.cv



Av. da Macaronésia, cidade da Praia - Achada Grande Frente, República Cabo Verde
C.P. 113 • Tel. (238) 612145, 4150 • Fax 61 42 09
Email: kioske.incv@incv.cv / incv@incv.cv

I.N.C.V., S.A. informa que a transmissão de actos sujeitos a publicação na I e II Série do *Boletim Oficial* devem obedecer as normas constantes no artigo 28º e 29º do Decreto-Lei nº 8/2011, de 31 de Janeiro.